



Décision du CNO de R&S du 8 décembre 2018 à propos de l'élection européenne du 26 mai 2019

A R&S, nous tenons toujours compte des situations locales dans nos choix d'alliance. Suivant ces situations locales, nous pouvons avoir des rapports excellents tantôt avec des militants LFI, tantôt avec des militants communistes, quelques fois avec des militants d'autres formations (écologistes, Ensemble, GDS, Génération.s, MRC, Nouvelle donne, PS, ...). Mais nous avons lors de l'élection européenne à assumer une position nationale en lien avec notre volonté stratégique affichée : la reconstruction de l'Union de la gauche.

Ainsi nous avons toujours affirmé souhaiter une liste unique à gauche.

Il nous faut avoir la lucidité de reconnaître que les opportunités de concrétisation de ce projet s'éloignent au fil des semaines.

Depuis le départ, LFI n'en veut pas ; il y est seulement toléré de simples ralliements. Génération.s vient d'annoncer sa candidature autonome. Seul, le PCF continue de tendre la main et finira sans doute par agréger de nombreux représentants des luttes sociales, citoyennes et écologiques, dits de la « société civile ». En plein mouvement des « gilets jaunes », ceci n'est pas négligeable même s'il faut être très attentif à la fois à la manière dont cela se fera et aux thèmes qui seront portés lors de la campagne.

Mais, nous devons peser sur la campagne européenne qui a déjà commencé.

Les « macronistes » vont vouloir enfermer les Français dans un choix entre d'un côté, les « méchants » d'extrême droite qui font alliance avec Salvini ou Orban -lesquels n'ont été élus que par opposition au libéralisme européen-, et avec Le Pen en France, sans aucune analyse sur la montée de ces nationalismes et, de l'autre côté, les « gentils », les seuls aptes à sauver la démocratie en Europe : eux.

Nous condamnons sans ambiguïté les nationalistes xénophobes, mais nous savons d'où ils viennent ! Ce sont les libéraux les premiers responsables de la situation actuelle. Nous devons les combattre sans concession.

Pour l'extrême droite, notre rôle est d'expliquer au peuple, aux citoyens qu'ils se fourvoieraient en les rejoignant ; que l'extrême-droite n'a jamais défendu les salariés, qu'elle a toujours eu pour principaux bailleurs de fonds la grande finance, qu'elle n'a jamais fait peur aux possédants (cf l'élection de Bolsonaro au Brésil) et qu'il ne faut pas se tromper de colère. Nos adversaires, ce sont les dirigeants et les appareils de l'extrême-droite, pas les électeurs.

Quant à Macron, mais d'autres portent aussi cette illusion, il veut une pseudo souveraineté européenne pour détruire la souveraineté populaire, la démocratie.

En Europe, que faut-il faire ?

Nous devons persister, de façon constante, à dénoncer l'Europe libérale actuelle.

Nous devons expliquer et démontrer que les gouvernements successifs, en France comme dans chaque pays de l'UE, sont les responsables de la politique libérale imposée aux peuples, avec la complicité de la Commission européenne, fidèle gardienne du dogme !

C'est pourquoi nous proposons notamment, quatre grands axes de propositions qui remettent en cause cette

politique, à savoir :

- une réforme radicale de la Banque Centrale Européenne l'autorisant à prêter directement aux Etats, hors des circuits bancaires privés,
- une lutte sans concession contre l'évasion fiscale avec les moyens nécessaires et adaptés,
- la remise en cause de la « directive travail » qui favorise le « dumping social »,
- un moratoire sur les services publics afin de revenir sur les directives d'ouverture à la concurrence.

Nous devons proposer une politique européenne alternative de respect des nations et des peuples et de défense des salariés basée sur la coopération et la solidarité.

Nous devons faire de la question sociale le cœur et le pivot de notre campagne.

Nous devons résolument intégrer dans notre campagne, la réponse sociale au mal-être exprimé par le mouvement de masse des « gilets jaunes ».

La question environnementale doit être abordée par le biais de la question sociale et de l'amélioration de la vie quotidienne de nos concitoyens et des générations futures. Nous devons dénoncer les mesures d'écologie punitive en direction des citoyens et ne pas relayer les discours « décroissantistes ». Tous deux sont entendus, car souvent et initialement portés ainsi, comme la nécessité pour les classes laborieuses de renoncer à une partie de leur niveau de vie et d'accepter le renoncement à toute politique industrielle et d'aménagement du territoire. Considérer que le niveau de vie des salariés est aujourd'hui un privilège est injuste et politiquement suicidaire. C'est la question sociale qui est la base de la révolte des gilets jaunes. Elle est sur le devant de la scène. Nous devons tout faire pour contribuer à ce qu'elle y reste. C'est la première marche nécessaire à de nouvelles conquêtes sociales..

Nous ne devons donc pas tomber dans le piège de mettre la question de l'immigration au centre du débat. Par contre nous pouvons et devons proposer qu'au niveau européen l'accueil des réfugiés soit organisé de manière digne et humaine en rappelant la conception historique de la France d'accueillir l'ensemble des réfugiés politiques ne portant pas atteinte à ses intérêts directs.

Parallèlement, la France doit montrer l'exemple et porter au niveau européen la nécessité d'une nouvelle relation politique avec les pays de sud, basée sur le respect, la coopération, le développement, la lutte contre la corruption, pour la démocratie et contre l'obscurantisme. Le gouvernement français doit cesser de simplement constater, ou pire, d'être complice des méfaits de politiques commerciales impérialistes qui aboutissent à vider ces pays de leurs forces vives et à les maintenir dans la pauvreté. Ce nouveau cadre est la première condition d'un débat apaisé sur l'immigration ne faisant pas le jeu de l'extrême-droite et des fascismes.

En conséquence, pour l'élection européenne prochaine, il est nécessaire de poursuivre nos rencontres avec le PCF en vue d'une liste commune. En effet, dans la situation politique actuelle de la gauche, le PCF est la seule grande organisation qui partage notre choix stratégique, et qui peut permettre de se projeter ainsi dans un avenir qui dépasse l'échéance du 26 mai 2019.

Le Conseil national d'orientation (CNO) de République & Socialisme du 8 décembre 2018 mandate le Secrétariat national pour prendre tous contacts utiles avec le Parti communiste français afin de mener les échanges nécessaires

- à notre soutien et à notre participation à cette liste,
- à la participation d'une délégation composée de Patrice Siard, Michel Jallamion et François Martot au groupe de travail sur le programme,
- à notre apport à la définition des axes de la campagne.